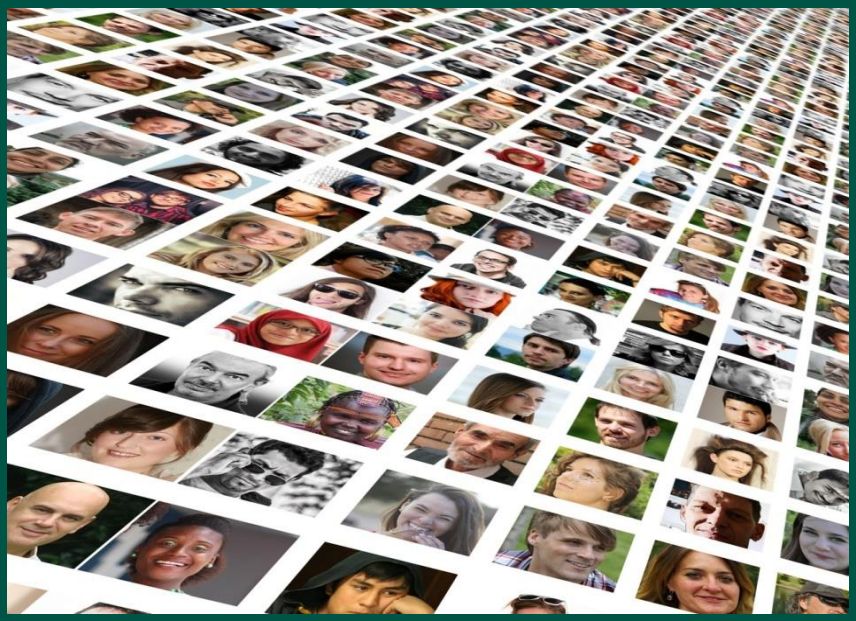
Cellule Economique du Bâtiment
des Travaux Publics
et des Matériaux de construction d'Aquitaine

DEMOGRAPHIE & CONSTRUCTION

TENDANCES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES EN AQUITAINE



Analyse rétrospective et prospective à l'horizon 2025

Août 2015 - www.cebatrama.org

→ Avant-propos

Au cours du premier semestre 2015, la CEBATRAMA a réalisé, avec la collaboration active (et précieuse) de Pierre DELFAUD, Professeur émérite de l'Université de Bordeaux, une étude intitulée « Démographie & Construction ». Ce titre volontairement générique rassemble en réalité différentes thématiques portant notamment sur la prospective démographique, les besoins en logements, les dépenses d'équipement des collectivités locales, les besoins en granulats...

L'objectif de l'étude est de présenter des « repères qualitatifs et quantitatifs » permettant d'appréhender les besoins induits par la croissance de la population aquitaine sur les secteurs du bâtiment, des travaux publics et des matériaux de construction afin de :

- contribuer à éclairer les professionnels de la construction sur l'évolution des marchés,
- apporter des éclairages prospectifs en matière de planification et d'aménagement du territoire.

Les 5 dossiers thématiques qui ont été réalisés sont les suivants :

- Tendances socio-démographiques : analyse rétrospective 1999-2011 *[thématique 1]*
- Tendances socio-démographiques : analyse prospective à l'horizon 2025 *[thématique 2]*
- Analyse de la demande potentielle de logements à l'horizon 2025 *[thématique 3]*
- Equipement et organisation du territoire en Aquitaine *[thématique 4]*
- Analyse des besoins en granulats à l'horizon 2025 *[thématique 5]*

Des fiches récapitulatives selon 15 zones d'emplois, prenant en compte les principaux EPCI et communes du territoire complètent les différentes thématiques.

L'analyse prospective porte sur un horizon temporel de dix années (à l'horizon 2025) et s'attaque à une approche infra-régionale. L'élément clé de l'étude reste la démographie dans sa dimension rétrospective et prospective. Aussi, les ruptures techniques et réglementaires pouvant affecter le secteur de la construction n'ont pas fait l'objet d'une analyse spécifique, choix qui peut se justifier par la période d'analyse relativement courte (10-12 ans).

Le présent document présente les points clés des thématiques 1 et 2.

.

→ Synthèse

Le lien entre démographie et construction est d'une double nature. D'un point de vue quantitatif, il s'établit une relation quasi automatique entre le nombre d'habitants et le besoin en logements et équipements non-résidentiels. Mais d'un point de vue plus qualitatif, cette relation est modulée selon les caractéristiques socio-économiques des populations : âges, revenus, composition des familles, résidents permanents ou occasionnels, etc.

L'approche rétrospective (depuis les recensements de 1999, et de 2006 pour les dernières tendances) confirme d'abord **le poids prépondérant de Bordeaux dont la ZE concentre plus de 37% de la population aquitaine et 42% de l'accroissement récent,** résultat de son attractivité migratoire mais aussi d'un solde naturel positif lié à la jeunesse relative de ses habitants.

Sur le reste du territoire, se dessine nettement un clivage ouest-est. Les plus fortes progressions démographiques en chiffres absolus concernent les zones de Bayonne, Dax, La Teste (et de Pauillac en taux de croissance annuel moyen). A l'inverse les territoires de l'intérieur affichent des dynamiques plus faibles, y compris la ZE de Pau qui reste en niveau de population au 2ème rang régional, mais au 5ème seulement en accroissement. Toutefois, les indicateurs socio-économiques régionaux (à l'image notamment du taux de chômage) révèlent un autre clivage, plus favorable au sud qu'au nord cette fois, qui vient rappeler que l'essor démographique n'est pas forcément un « bien en soi », à l'exemple du syndrome Languedoc-Roussillon (région qui combine forts accroissements de population et indicateurs sociaux critiques), cas de figure dont on se rapproche déjà en Aquitaine de Villeneuve-sur-Lot à Pauillac.

Pour une vision prospective à l'horizon 2025, nous avons choisi de mettre l'accent sur un « déterminisme » de nature économique, orientant les mouvements migratoires. Pour ce faire, un découpage des dynamiques de l'emploi par sphères : productive (ouverte sur les marchés extérieurs), résidentielle (au service des populations locales ou de passage), publique (services collectifs), a été privilégié. En considérant que la sphère publique ne pouvait plus être véritablement motrice (sauf cas singulier de Mont-de-Marsan), compte tenu des contraintes financières, les dynamiques des deux autres sphères ont été combinées selon quatre scénarios :

- Scénario 1 (S1) : « A grande vitesse » (expansion retrouvée dans les deux sphères),
- Scénario 2 (S2) : « Sur sa lancée » (attractivité résidentielle maintenue et déclin poursuivi du productif),
- Scénario 3 (S3) : « Ré-aiguillage » (blocage du résidentiel et retour au productif),
- Scénario 4 (S4) : « Coup de frein » (crise généralisée).

Sur l'ensemble de l'Aquitaine, à comparer avec une population de 3,25 millions d'habitants au recensement de population 2011, les effectifs estimés pour 2025 vont de 3,8 millions d'habitants dans le S1, à 3,55 millions d'habitants dans le S2, 3,35 millions d'habitants dans le S3, et 3,25 millions d'habitants dans le S4.

Par zone d'emploi, Bordeaux reste démographiquement prépondérante : autour de 37,4% dans le S1 (comme aujourd'hui), de 38% dans le S2 et le S4, allant jusqu'à 39% dans le S3 car bénéficiant de plus d'opportunités relatives dans la sphère productive.

Sur les autres zones, S2 témoigne de meilleurs avantages comparatifs pour les territoires à orientation résidentielle (Bayonne, la Teste, Sarlat), S3 pour les territoires à potentialités productives (Pau, Agen, Libourne), tandis que d'autres sont plus équilibrées (Dax, Mont-de-Marsan, Pauillac), ou déjà pénalisées par des soldes naturels de plus en plus négatifs (Périgueux, Bergerac, Villeneuve, Marmande, Oloron).

Anticiper les dynamiques de la construction implique en premier lieu de réaliser une analyse des tendances récentes en matière démographique. Le choix de l'horizon 2025, soit approximativement 12 à 13 ans par rapport aux dernières données statistiques disponibles, conduit à mener un exercice rétrospectif sur une durée à peu près comparable, ce qui ramène - en point de départ - au dernier recensement exhaustif de population réalisé en France : 1999.

Cette première partie retrace les évolutions des principales composantes démographiques influençant les marchés de la construction : migrations résidentielles, soldes naturels, structure de la population selon l'âge, revenus fiscaux… Le découpage territorial retenu correspond aux zones d'emploi (ZE) et unités urbaines (UU) telles que définies par l'INSEE.

→ La population en Aquitaine : globalement où sont les marchés du BTP ?

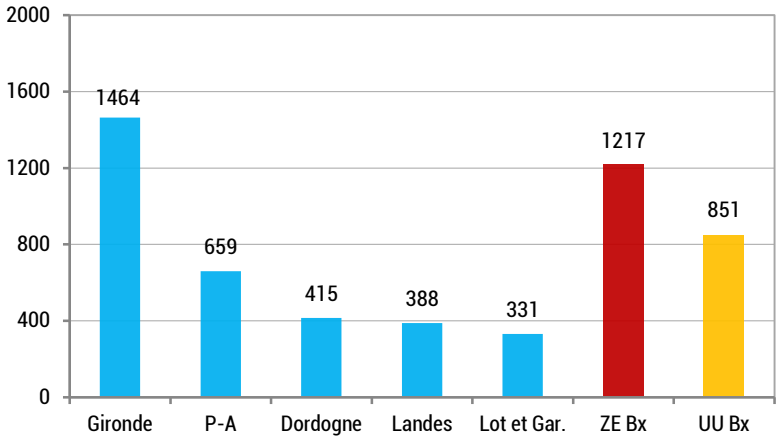
L'unité urbaine de Bordeaux : 851 000 habitants et 26% de la population

Graphique 1 - Population par départements, ZE et UU de Bordeaux en 2011 (en milliers)

La Gironde avec 45% des effectifs aquitains écrase les quatre autres départements : Pyrénées-Atlantiques 20%, Dordogne 13%, Landes 12%, Lot-et-Garonne 10%.

La seule unité urbaine de Bordeaux, concentrant 58% des habitants de la Gironde (et 26% de ceux de l'Aquitaine), dépasse largement chacun des quatre autres départements.

UU : Unité urbaine
ZE : Zone d'emploi



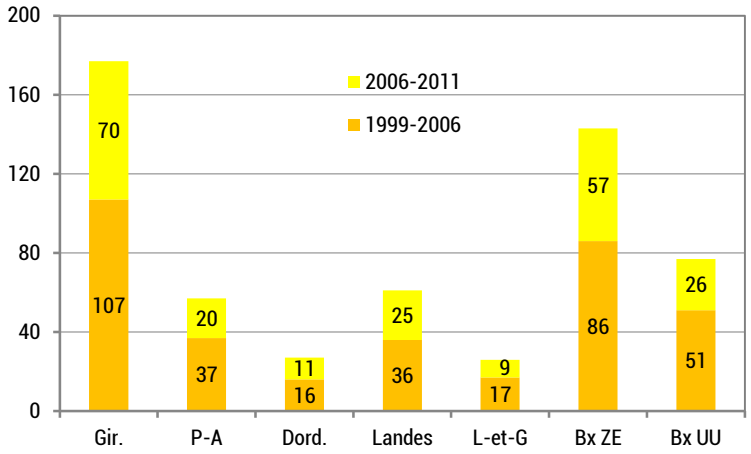
Source : INSEE

La Gironde absorbe 51% de l'accroissement démographique de l'Aquitaine entre 1999 et 2011

Graphique 2 - Accroissement de la population (en milliers)

Sur 12 ans allant de 1999 à 2011, la Gironde augmente son poids relatif en concentrant, à elle-seule, 51% de l'accroissement démographique aquitain (22% uniquement sur l'unité urbaine de Bordeaux), les Landes arrivant en 2ème position.

Sur les cinq dernières années statistiquement disponibles (2006-2011), la Gironde accroît encore son avance avec 52% de l'accroissement (dont seulement 19% pour l'unité urbaine de Bordeaux qui, en raison d'une certaine saturation, progresse moins vite que le reste de la zone d'emploi).



Source : INSEE

Une prépondérance du solde migratoire excepté pour l'unité urbaine de Bordeaux

En taux de croissance annuel moyen (TCAM) sur la période 2006-2011, le département des Landes arrive en tête avec +1,3%, exclusivement grâce à un excédent migratoire.

La Gironde est en deuxième position avec +1% par an, conjuguant excédent migratoire (+0,6%) et naturel (+0,4%). L'unité urbaine de Bordeaux, rajeunie, enregistre même une dynamique démographique « endogène » : le solde positif des naissances par rapport aux décès y est désormais plus de deux fois supérieur à l'excédent migratoire. La Dordogne vient en troisième position avec un TCAM de 0,6%. Son fort excédent migratoire (+0,9%) est annulé d'un tiers par un solde naturel négatif (-0,3%) en raison de l'âge moyen élevé de la population périgourdine. $$$$

Les Pyrénées-Atlantiques connaissent un solde naturel à l'équilibre, comme celui du Lot-et-Garonne, et un solde migratoire légèrement supérieur à ce dernier : +0,6% contre +0,5%.

Tableau 1 - TCAM de la population par départements, ZE et UU de Bordeaux entre 2006 et 2011

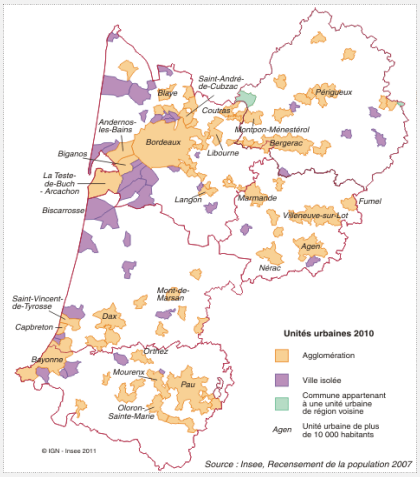
	TCAM naturel	TCAM migratoire	TCAM global 2006-2011
Aquitaine	**+0,1%**	**+0,7%**	**+0,8%**
Dordogne	-0,3%	+0,9%	+0,6%
Gironde	+0,4%	+0,6%	+1,0%
Landes	0%	+1,3%	+1,3%
Lot-et-Garonne	0%	+0,5%	+0,5%
Pyrénées-Atlantiques	0%	+0,6%	+0,6%
Bordeaux ZE	+0,4%	+0,5%	+0,9%
Bordeaux UU	+0,5%	+0,2%	+0,7%

Source : INSEE - calculs P. Delfaud, CEBATRAMA

Quel zonage géographique utiliser ?

- **Les unités urbaines en Aquitaine – délimitation 2010 (INSEE)**

Une unité urbaine est définie par la continuité du bâti (pas de coupure de plus de 200 m entre deux constructions), regroupant au moins 2000 habitants (seuil conventionnel séparant le rural de l'urbain). Elles ont été redessinées en 2010 et l'Aquitaine en compte 12 de plus de 30 000 habitants.



- **Les zones d'emploi en Aquitaine – délimitation 2010 (INSEE)**

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Le ratio « nombre d'emplois occupés dans la zone / Actifs ayant un emploi résidant dans la zone » est proche de 1 (indicateur de concentration). Le découpage actualisé, couvrant en continuité l'ensemble du territoire, se fonde sur les flux de déplacement domicile travail observés lors du recensement de 2006.

<u>15 zones d'emploi</u> sont ainsi définies en Aquitaine, dont une : Mont-de-Marsan, déborde sur une partie du département du Gers en Midi-Pyrénées.

→ Approche comparative par territoires : où sont les dynamiques ?

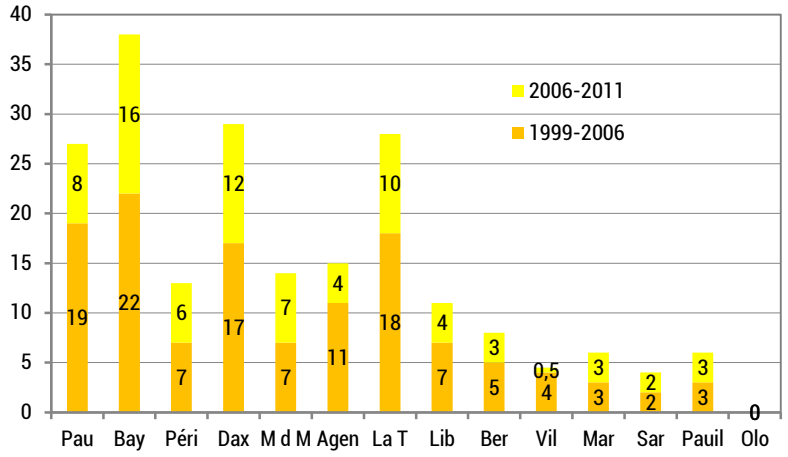
Une dynamique démographique inégale selon les territoires

En chiffres absolus, la croissance du nombre d'habitants par ZE de 1999 à 2011 se focalise sur 5 zones déterminantes, quatre « littorales » : Bordeaux +143 000, Bayonne +38 000, Dax +29 000, La Teste +28 000, et Pau : +27 000.

Le groupe de ZE suivantes : Agen, Mont-de-Marsan, Périgueux, Libourne n'enregistre que des gains compris entre 15 000 et 11 000 h pour chacune des zones sur la même période.

Rappel ZE de Bordeaux : +86, puis +57. Difficile à représenter sur le graphique sans en atténuer la lisibilité.

Graphique 3 - Accroissement de population par ZE (en milliers)



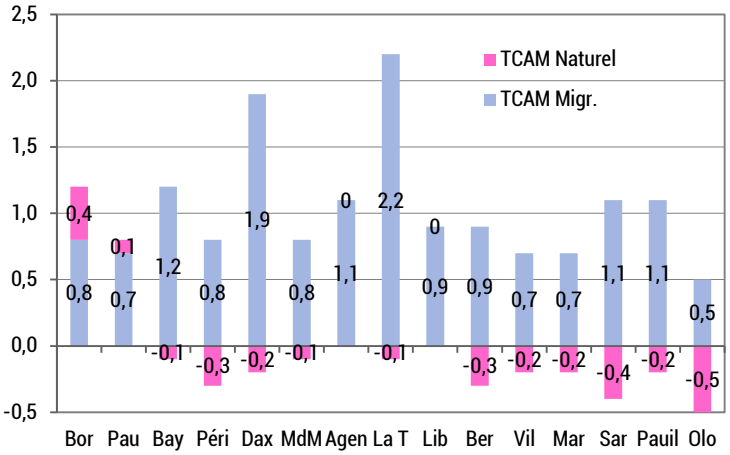
Source : INSEE

Les TCAM migratoires sont partout positifs mais enregistrent globalement un ralentissement sur les années récentes (excepté dans la ZE de Pauillac et, dans une proportion plus modeste, dans celles de Mont-de-Marsan et de Marmande). Le ralentissement est le plus manifeste dans les ZE d'Agen, Villeneuve et Pau, territoires à vocation « productive » plus particulièrement sensibles à la conjoncture de crise de l'emploi. En niveau relatif les TCAM migratoires restent les plus élevés (≥ 1%/an) dans les zones côtières de Pauillac, Dax, La Teste et Bayonne auxquelles s'ajoutent deux territoires intérieurs : Sarlat et de façon plus surprenante (effet de rattrapage ?) Marmande.

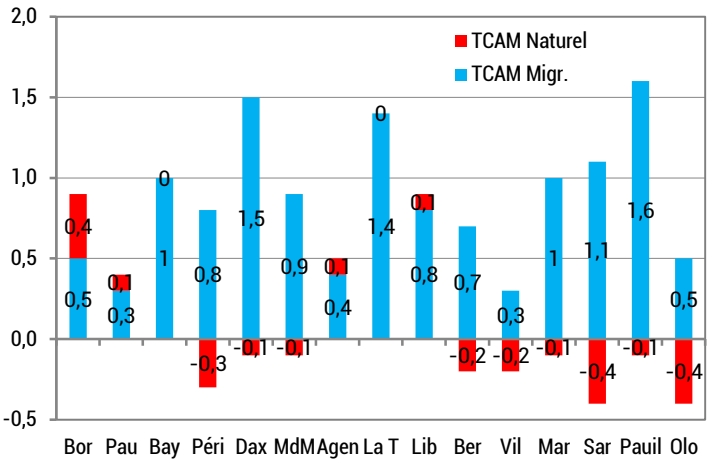
Les soldes naturels se stabilisent ou s'améliorent légèrement car les taux de natalité se redressent avec l'arrivée de jeunes familles, tandis que les taux de mortalité restent contenus- en dépit du vieillissement général de la population - du fait de l'allongement de la durée de vie.

Outre la ZE de Bordeaux, dynamisée par son UU, le solde naturel est toujours légèrement positif à Pau, comme désormais à Agen et Libourne, et a même retrouvé l'équilibre à Bayonne et La Teste. Les taux les plus négatifs sont toujours dans l'intérieur rural, plus particulièrement dans les ZE d'Oloron, Sarlat et Périgueux.

Graphique 4a– TCAM en % de la population par ZE entre 1999 et 2006



Graphique 4b – TCAM en % de la population par ZE entre 2006 et 2011



Source : INSEE - calculs P. Delfaud, CEBATRAMA

→ Quels sont les indicateurs sociaux selon les territoires ?

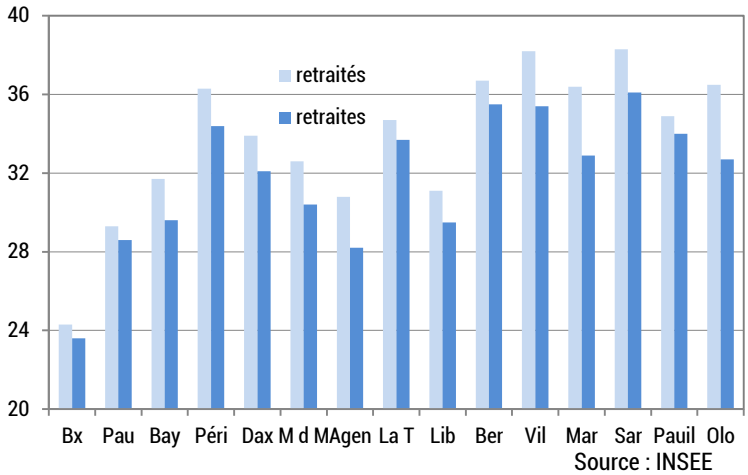
Dans le foisonnement des indicateurs sociaux territorialement disponibles, trois sont présentés ici de par leurs incidences - directes ou indirectes - sur les marchés du logement.

La part des retraités est proportionnellement plus importante qu'au niveau national

Les proportions afférentes sont globalement très élevées en Aquitaine, respectivement : 29,9% de retraités (contre 26,6% en moyenne pour la France métropolitaine) et 28,3% des revenus déclarés (contre 24,6% en France métropolitaine). Ces proportions sont encore plus fortes dans les ZE rurales de l'intérieur (avec des taux record à Sarlat), ainsi que dans les zones de La Teste et de Dax.

Inversement elles sont moins élevées dans les ZE les plus actives : Bordeaux au premier rang, mais aussi Pau, Agen, Libourne et dans une moindre mesure Bayonne.

Graphique 5 - Proportion de retraités / 15 ans et plus (2011) et part des retraites dans le revenu fiscal (2010)



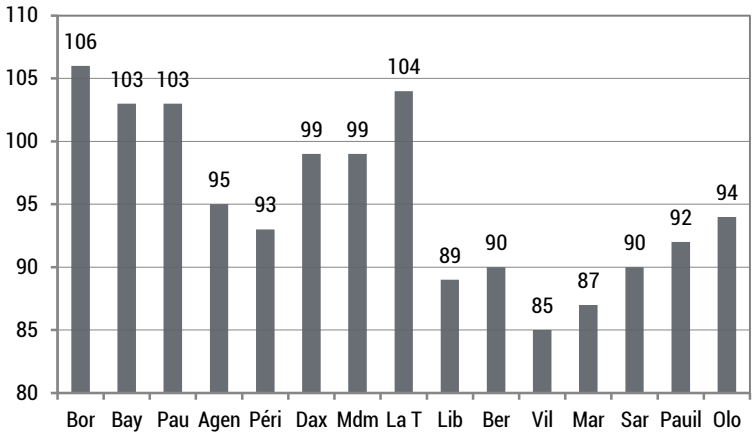
Source : INSEE

Revenu (fiscal) : ZE Bordeaux, Bayonne, Pau, La Teste présentent les plus élevés

Les écarts de revenu (fiscal) s'expriment le mieux par le revenu médian (qui partage les contribuables en deux ensembles de nombre égal) par « unité de consommation », ce qui tient compte de la composition des familles.

Par référence à la moyenne aquitaine prise comme base 100, plusieurs groupes de ZE se dessinent, plus ou moins hétérogènes : (i) Bordeaux, La Teste, Bayonne et Pau sont nettement au-dessus de la moyenne régionale ; (ii) Dax et Mont-de-Marsan sont tout près de celle-ci ; (iii) Agen, Oloron, Périgueux et Pauillac sont déjà en retrait ; (iv) Sarlat, Bergerac, Libourne et, plus loin encore, Marmande et Villeneuve-sur-Lot ferment la marche.

Graphique 6 - Revenu fiscal par ZE : médiane / UC
Unité : base 100 pour l'Aquitaine en 2010

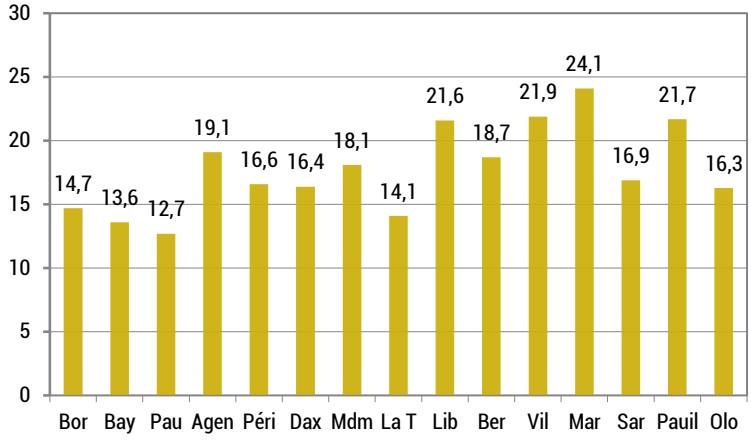


Source : INSEE

Niveau de formation

Le niveau de formation, tel que répertorié dans les résultats des recensements de population est bien un indicateur « social » (et non économique), car il concerne l'ensemble de la population (non scolaire), actifs et inactifs confondus, y compris les retraités. C'est un indicateur fortement discriminant puisque l'écart entre les ZE va du simple au double. On ne retrouve pas tout à fait les groupes précédemment distingués au regard du revenu fiscal médian par unité de consommation, mais les positions extrêmes sont les mêmes.

Graphique 7 - Part (%) de sans diplôme par ZE en 2011



Source : INSEE

Pour fonder notre analyse prospective, nous avons choisi de privilégier des déterminants économiques en prenant en compte les diverses trajectoires que l'on peut distinguer dans l'approche rétrospective à l'intérieur de l'Aquitaine et projeter, sur les dix–quinze ans à venir. Pour ce faire, à des échelles « fines », ce sont les indicateurs d'emploi qui sont les plus significatifs, les données macroéconomiques (du type : taux de croissance du PIB, productivité, inflation, balance des paiements etc.), n'ayant de sens qu'au niveau national. De ces différentes trajectoires économiques découleront les scénarios démographiques par territoire pour l'Aquitaine à l'horizon 2025.

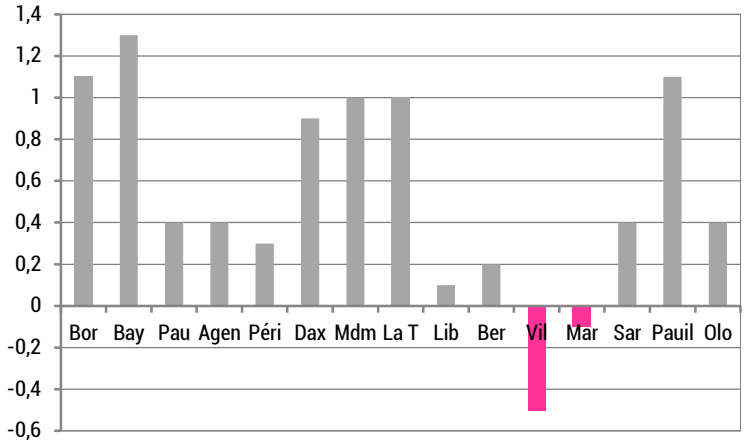
→ Quelles trajectoires économiques territoriales ?

L'emploi continue de progresser malgré la crise excepté à Villeneuve-sur-Lot et Marmande

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) de l'emploi total est le tout premier indicateur à prendre en compte. Il n'est exhaustif que sur la base des recensements de population, les estimations administratives en continu (Assedic - Urssaf) ne couvrant en fait que l'emploi salarié « marchand », sans intégrer par conséquent les non-salariés, ni les effectifs des trois fonctions publiques.

Sur cette base générale, il apparaît qu'en dépit de la crise financière de 2008-2009, l'emploi total a globalement continué de progresser dans les ZE d'Aquitaine, à l'exception de Villeneuve et Marmande (leurs deux voisines : Libourne et Bergerac restant de justesse en positif). Le clivage intérieur / littoral (auquel il faut adjoindre la zone de Mont-de-Marsan), joue à plein, grâce à la résistance de « l'économie résidentielle ».

Graphique 1 - TCAM en % de l'emploi par ZE (2006 - 2011)

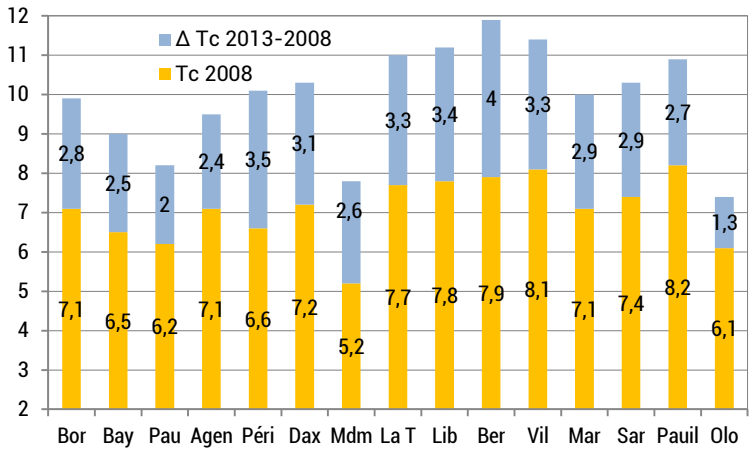


Source : INSEE

Taux de chômage : Bergerac affiche le plus élevé

Le deuxième indicateur est le taux de chômage qui n'est pas l'exact opposé du précédent. Si la faiblesse de la création d'emploi (et a fortiori la destruction d'emploi) sur un territoire donné peut avoir un effet immédiat sur le chômage local, la relation n'est pas automatique en raison des déplacements géographiques d'une partie de la main d'œuvre (notamment les jeunes), quittant les ZE en difficultés pour rejoindre des territoires réputés plus porteurs.

Graphique 2 - Taux de chômage par ZE (moyenne annuelle 2013 et 2008)



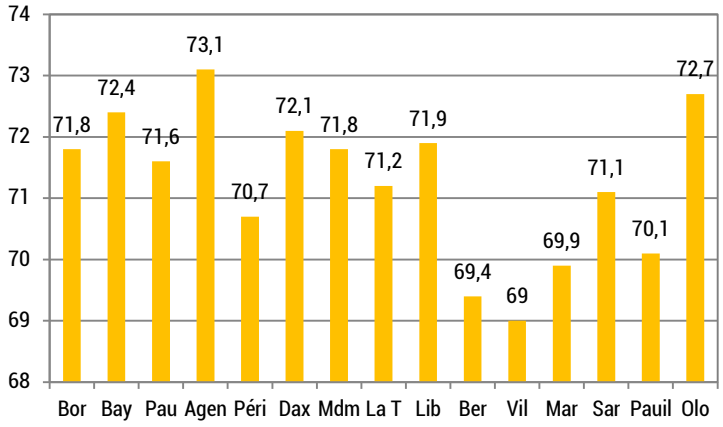
Source : INSEE

Taux d'activité : situations les plus favorables pour les ZE d'Agen, Bayonne, Dax et Orloron

Le troisième indicateur est le taux d'activité qui exprime le ratio population active (personnes ayant un emploi + demandeurs d'emploi) sur population d'âge actif (15-64 ans). Il traduit le degré de mobilisation de la main d'œuvre sur un territoire donné.

Les taux les plus faibles reflètent un certain retrait du marché du travail, soit par basculement vers des minima sociaux ou des cessations précoces d'activité, soit par refuge dans « l'économie informelle » (travail au noir …), soit par simple découragement, comme c'est visiblement le cas dans les ZE de Villeneuve, Bergerac et Marmande, ainsi - mais à un degré moindre – que dans celles de Pauillac ou Périgueux. Inversement les ZE d'Agen, Oloron, Bayonne, Dax apparaissent comme les plus « actives » dans leur mobilisation vers l'emploi.

Graphique 3 - Taux d'activité en % par ZE en 2011



Source : INSEE

La composition de l'emploi : résidentiel, productif, public ?

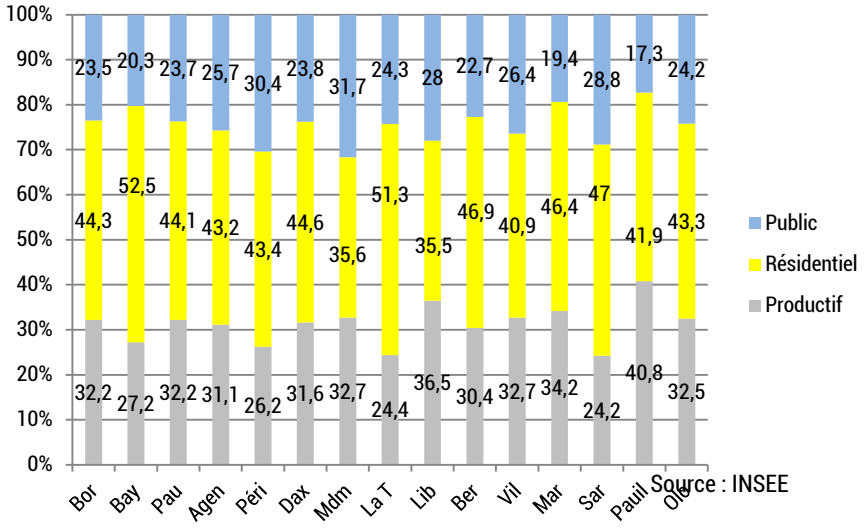
Sur la seconde moitié du XXème siècle, on s'est habitué à analyser l'emploi sous le triptyque secteur primaire, secteur secondaire, secteur tertiaire, censé rendre compte d'un processus historique de développement allant de l'exploitation des ressources naturelles (agriculture, forêt, pêche) à l'industrialisation (incluant le BTP), puis à la domination des activités de services.

Ce modèle a trouvé ses limites des lors que les proportions d'emploi correspondantes ont atteint, à l'exemple de l'Aquitaine, un très grand déséquilibre avec à peine 5% des effectifs dans le primaire, moins de 20% dans le secondaire (dont près de 8% pour la construction), et donc 75% dans le tertiaire. C'est pourquoi, au milieu des années 2000, l'INSEE a adopté une nouvelle grille d'analyse, fondée sur la distinction de trois « sphères » d'emploi :

- productive, pour les productions orientées vers des marchés ouverts sur l'extérieur (agriculture-forêt, industrie, commerce et services inter-entreprises) ;
- résidentielle, pour des productions principalement destinées au marché local (construction, commerce de détail, services aux particuliers…) ;
- publique, pour les services d'intérêt collectif issus des trois fonctions publiques (Etat, collectivités locales, hospitalière).

Il en ressort que le résidentiel est désormais partout dominant en Aquitaine, excepté dans la ZE de Libourne. Le productif vient généralement en 2ème position sauf à Mont-de-Marsan et Sarlat où le secteur public est plus particulièrement présent.

Graphique 4 - Emploi salarié par sphère et par ZE (% - 2010)



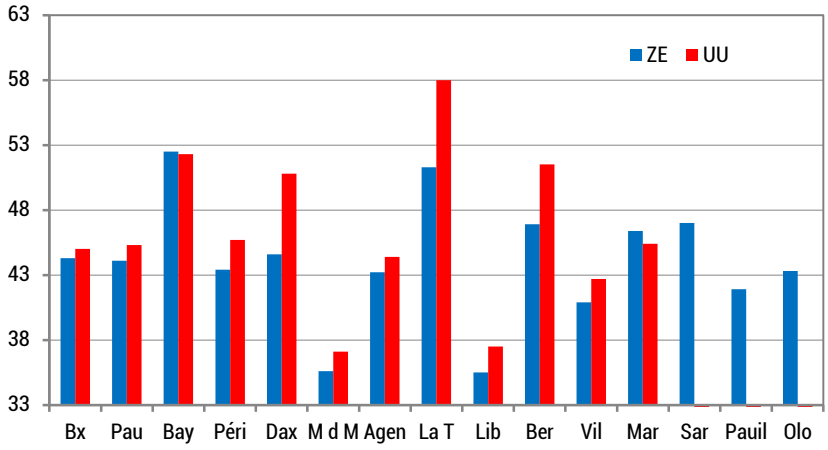
Source : INSEE

Sphère résidentielle : ZE de la Teste et Bayonne au premier rang

La sphère résidentielle est devenue dominante, dès la fin des années 90 en Aquitaine C'est une des quatre premières régions françaises à avoir, en termes d'emploi, « basculé du productif au résidentiel » (cf. 1er rapport sur le sujet présenté par la Section Veille et Prospective du CESER Aquitaine en décembre 2007).

Partout dominante, au sein de la région Aquitaine, la sphère résidentielle est plus représentée dans les UU que dans l'ensemble du territoire des ZE (sauf à Marmande), avec des taux record enregistrés dans les ZE de Bayonne et La Teste mais aussi dans celles de Sarlat, Bergerac, Marmande. En position inverse se placent les ZE de Mont-de-Marsan et Libourne ainsi que de Villeneuve-sur-Lot.

Graphique 5 - Part de l'emploi salarié de la sphère résidentielle par ZE et UU en 2010

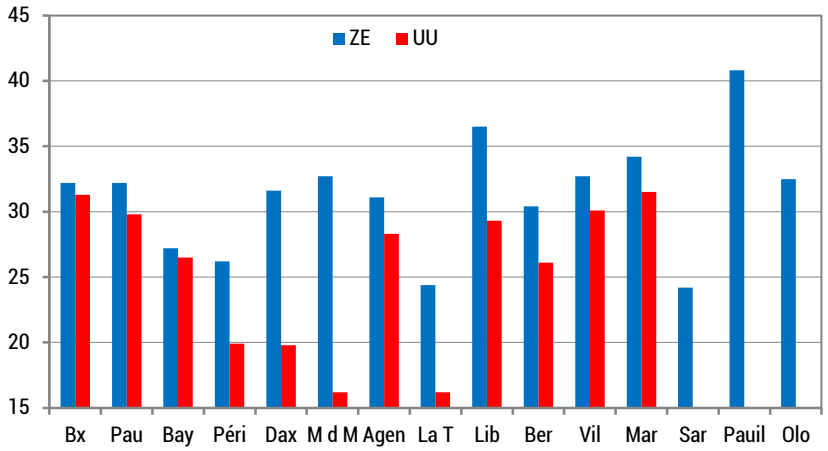


Source : INSEE

Sphère productive : poids élevé à Pauillac, Libourne et Marmande en raison de l'activité agricole

La sphère productive est inversement plus présente dans les ZE que dans les UU, en raison notamment du poids du salariat agricole, surtout dans la viticulture et les fruits et légumes (d'où les taux record des ZE de Pauillac, Libourne et Marmande) ainsi que, dans une mesure moindre, de l'industrie (exemple d'Oloron). Son poids relatif est particulièrement faible dans les ZE de Sarlat, La Teste et Périgueux, ainsi que dans l'UU de Mont-de-Marsan.

Graphique 6 – Part de l'emploi salarié de la sphère productive par ZE et UU en 2010

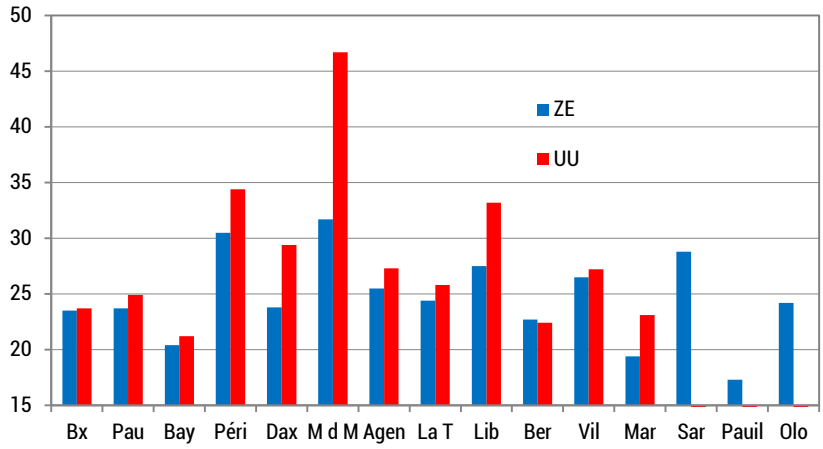


Source : INSEE

Sphère publique : prépondérante à Mont-de-Marsan

La sphère publique est concentrée, par ZE, autour de la moyenne régionale avec quelques exceptions, vers le haut, en raison du poids relatif de gros établissements militaires ou hospitaliers et de l'administration à Mont-de-Marsan, Périgueux, Sarlat, Libourne et, vers le bas, dans les ZE de Pauillac, Marmande et Bayonne, pour les raisons inverses.

Graphique 7 - Part de l'emploi salarié de la sphère publique par ZE et UU en 2010



Source : INSEE

Trajectoires pour l'évolution de l'emploi et scénarios retenus

Sur la dynamique à venir des trois sphères d'activités, on peut partir d' hypothèses « simples » : la sphère publique est de fait neutralisée, faute de marges de manœuvres financières disponibles (aussi bien au niveau de l'Etat, des Collectivités locales que de la Sécurité Sociale) pour porter l'emploi sur les 10-12 prochaines années. Elle ne peut donc plus jouer de rôle moteur et se borne à s'adapter (en positif ou en négatif) à la situation conjoncturelle issue de la combinaison des deux autres sphères. Les sphères productive et résidentielle évoluent, pour leur part, de façon différenciée, positivement ou négativement.

A partir de ces perspectives, quatre combinaisons sont concevables, débouchant sur quatre situations économiques contrastées :

	RÉSIDENTIEL	PRODUCTIF	
Scénario 1	↗	↗	A grande vitesse « Expansion retrouvée »
Scénario 2	↗	↘	Sur sa lancée « Attractivité maintenue – Déclin du productif »
Scénario 3	↘	↗	Ré-aiguillage « Blocage du résidentiel ; Retour au productif »
Scénario 4	↘	↘	Coup de frein « Crise généralisée »

La première situation (scénario 1) est très favorable (situation de la fin des années 90), une croissance retrouvée :

- en Europe, permet de conforter l'économie résidentielle par les revenus « captés d'ailleurs » : (recettes touristiques, retraites et autres transferts) ;
- à l'échelle mondiale relance l'économie productive tant dans les secteurs traditionnels (agriculture-sylviculture) que de nouvelles générations technologiques (par exemple le triptyque: TIC, Bio Tech-Santé, Energie-Matériaux).

La seconde (scénario 2) est déjà dégradée (c'est la poursuite, voire l'accentuation d'un basculement du productif vers le résidentiel), du fait d'une croissance inégale entre pays :

- l'Europe du sud (globalement) et la France, décrochent dans l'économie productive, à la fois en compétitivité coût vis-à-vis des pays émergents et dans les nouveaux secteurs technologiques, ce qui engendre une baisse du taux de croissance du PIB et du pouvoir d'achat, les rémunérations étant moins élevées dans les emplois de services résidentiels (gains de productivité quasi-nuls, temps partiels…) que dans la sphère productive ;

- à l'échelle mondiale, l'élévation du niveau de vie renforce encore l'économie résidentielle du « vieux continent », par son attractivité touristique et la valorisation de son patrimoine historique, ce qui vient s'ajouter en France (tout particulièrement en Aquitaine) aux flux de visiteurs et aux investissements patrimoniaux déjà enregistrés en provenance de l'Europe du nord.

La troisième (scénario 3) est inversée (c'est le contraire de la situation actuelle), par un retour vers le productif, du fait :

- d'un blocage en France (et sur une partie de l'Europe) de l'économie résidentielle, suite à une crise généralisée des systèmes de retraites, incapables de faire face au vieillissement de la population, et d'une réduction du tourisme franco-français (et intra européen) en raison de la baisse des niveaux de vie ;

- d'une réorientation (obligée) de l'Europe du Sud vers l'économie productive pour rééquilibrer la balance des paiements extérieurs par la valorisation des ressources locales, la mobilisation d'une main d'œuvre massivement en sous-emploi, tout en tirant parti de la baisse des prix du foncier libéré par le résidentiel.

La quatrième (scénario 4) est un scénario critique, additionnant les écueils précédents, tant sur le productif que le résidentiel, ce qui accentue la crise des finances publiques, à l'exemple des « chocs » qui ont frappé l'Espagne ou la Grèce depuis 2008.

→ Passage vers les scénarios démographiques à l'horizon 2025

Pour passer des quatre scénarios économiques précédemment décrits aux projections de population, la méthode suivie est très empirique.

La tendance régionale globale (TCAM de l'Aquitaine prise dans son ensemble) est d'abord dérivée de l'évolution récente (1999-2006 et 2006-2011), le scénario 2 restant très proche de sa prolongation pure et simple. Le scénario 1 présente alors une légère accélération, comparable aux TCAM des années de croissance de la décennie précédente. Les scénarios 3 et 4, à l'inverse, sont marqués par des ralentissements de plus en plus accusés des TCAM migratoires (et même naturels dans S4).

La modulation des TCAM par territoires (à l'échelle géographique retenue des zones d'emploi) est ensuite opérée par tâtonnements – en cohérence avec, la tendance régionale globale – au regard des parts respectives du résidentiel et du productif dans chaque ZE, étudiées plus haut (cf. graphiques 5, 6 et 7) et de leurs dynamiques respectives, fortement contrastées entre les quatre scénarios.

L'impact des trajectoires économiques, précédemment évoquées, sur la démographie régionale passe principalement par les mouvements migratoires afférents (entrées/sorties d'actifs ou d'inactifs), mais aussi - bien qu'en très faible part - par le mouvement naturel qui, sur un horizon temporel relativement court, présente une forte inertie.

Le mouvement naturel (naissances-décès) : un effet qui s'effrite à l'horizon 2025

Sur l'ensemble de l'Aquitaine, le solde naissances/décès est encore très légèrement positif (TCAM naturel = +0,1 % par an) et devrait lentement s'effriter pour redevenir nul autour de 2020 (d'après le modèle central de projection OMPHALE de l'INSEE) et légèrement négatif ensuite, car le nombre de naissances marque le pas, alors que celui des décès augmentera inévitablement avec le freinage de la progression de la durée de vie.

Globalement donc son effet sera quasiment négligeable sur l'ensemble de la région, quel que soit le scénario en cours, à l'exception du scénario de crise (S4) qui pourrait accélérer la baisse des naissances, s'il s'accompagne d'un exode massif de jeunes actifs.

A l'intérieur de l'Aquitaine, les écarts sont ainsi loin d'être négligeables. Si pour 9 ZE sur 15 le TCAM naturel est égal ou proche de 0 [-1 ; +1], il joue positivement [+0,4] pour la ZE de Bordeaux (et plus fortement encore dans sa seule UU : +0,6), et négativement dans les ZE de Bergerac, Villeneuve, Périgueux, Sarlat et Oloron [de -0,2 à -0,4].

D'ici 2025, ces positions relatives ne devraient guère changer, toutes les ZE enregistrant un effritement quasi linéaire du solde naturel de -0,1% en taux annuel moyen dans les trois premiers scénarios, et de -0,2 pour le scénario 4, avec dans ce dernier une réduction proportionnellement plus forte pour la ZE de Bordeaux, la plus touchée par l'exode de jeunes actifs, ramenant son TCAM naturel autour de 0.

Le mouvement migratoire : rôle majeur dans les évolutions démographiques

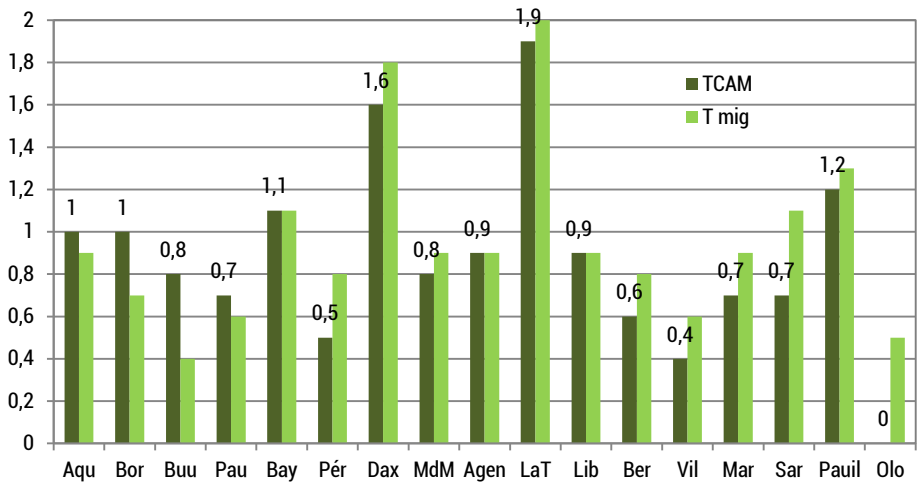
C'est donc ce dernier qui reste la clé de l'évolution démographique régionale. Il dépend de la conjoncture économique interne à la région, mais aussi externe, car les flux migratoires sont, à toutes les échelles géographiques, très sensibles au différentiel de croissance d'une zone à l'autre.

Les scénarios (S1 à S4) sont, de fait, classés ici par ordre décroissant des TCAM migratoires.

Scénario 1: A grande vitesse (« Expansion retrouvée »)

En dépit de son énoncé, apparemment d'un optimisme hors de saison, ce scénario présente des performances démographiques en Aquitaine à peine supérieures (ou égales) à celles enregistrées sur la période 1999 - 2011, comme le montre le rapprochement des deux graphiques ci-après.

Graphique 8 - Situation initiale Démographie : Taux de croissance annuel moyen 1999/2011 par ZE

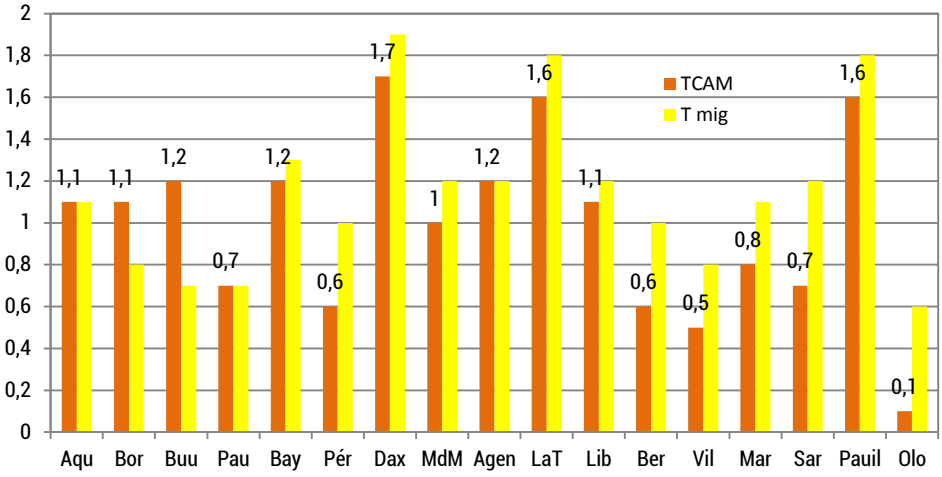


Le gain de 0,1 point de croissance démographique globale de l'Aquitaine, s'explique par la conjonction de l'essor, qui se poursuit, de la sphère résidentielle et d'une certaine reprise de l'économie productive (notamment dans les domaines technologiques) sur deux des principales ZE de la région, celle de Bordeaux et celle de Bayonne, entrainant leurs « satellites » respectifs : Pauillac, Libourne, La Teste (en décélération désormais), pour la première, et Dax pour la seconde.

Ce gain est totalement imputable au seul solde migratoire qui passe de +0,9% à +1,1%, faisant plus que compenser la baisse du solde naturel de +0,1% à 0.

C'est dans ce scénario que l'Aquitaine atteint, à l'horizon 2025, son maximum démographique : presque 3 800 000 habitants (soit plus de 560 000 habitants en 15 ans de 2010 à 2025), avec une ZE de Bordeaux au-delà de 1,4 millions d'habitants et son unité urbaine quasi « millionnaire ». Si l'on en restait au taux de croissance démographique actuel (+0,1%/an), la population en 2025 serait de l'ordre de 3 740 000 h soit, tout de même, un accroissement de 500 000 h en 15 ans.

Graphique 9 - Scénario1 Démographie : Taux de croissance annuel moyen 2011/2025 par ZE



Source : P. DELFAUD; CEBATRAMA

Scénario 2 : Sur sa lancée (« Attractivité maintenue - Déclin du productif »)

Ce scénario prolonge et accentue le processus engagé, depuis la fin des années 90, de « basculement de l'emploi productif vers l'emploi résidentiel ». C'est donc, en quelque sorte, le scénario tendanciel.

Quantitativement ce scénario continue d'amener vers l'Aquitaine, sur les 10-12 années à venir, des flux toujours importants de population en raison de l'attractivité propre à la région ainsi que des difficultés enregistrées ailleurs : dans des pays partenaires moins développés (d'Afrique du nord et sahélienne, d'Europe centrale…), en difficultés croissantes, mais aussi dans des régions françaises et européennes réputées jusque-là prospères.

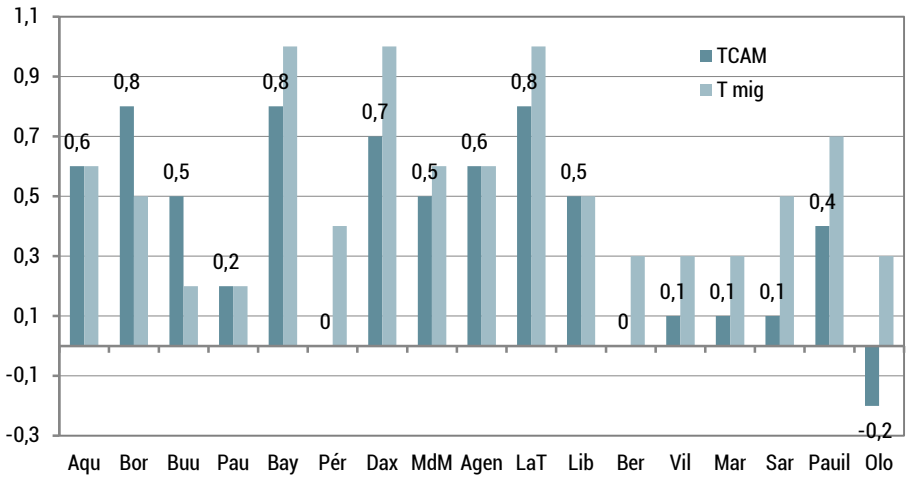
Qualitativement, précisément en raison de l'exode de populations en difficultés, à côté de ménages encore favorisés (retraités aisés dans les zones les plus prisées, cadres supérieurs à Bordeaux…), sont attirés vers l'Aquitaine des familles aux revenus modestes et, de plus en plus, en situation de précarité. C'est le « syndrome Languedoc-Roussillon », région de France qui connaît la plus forte attractivité démographique, mais aussi le plus fort taux de chômage et les indicateurs sociaux (la ville de Montpellier exceptée) les plus dégradés.

Globalement, l'Aquitaine conserve ainsi, dans ce scénario, un net excédent migratoire (+ 0,6% par an, inférieur toutefois au record enregistré entre 1999 et 2010 : + 0,9), conduisant à une population proche de 3 550 000 h en 2025, soit encore 310 000 h de plus sur quinze ans.

Par territoires, ce sont les zones attractives du littoral qui continuent de progresser le plus vite démographiquement (Bayonne, Dax, La Teste, Pauillac et la ZE de Bordeaux), mais aussi, dans une proportion moindre, les ZE de Libourne et Agen, de par leur positionnement sur les axes majeurs de communication.

Vers l'intérieur rural, le jeu des prix du foncier et de l'habitat fait que les arrivées sont aussi notables dans des zones d'emploi disposant de logements vacants et de réserves foncières. Ces dernières sont encore accrues par la déprise du productif (agriculture, forêt, anciens bâtiments industriels…), mais une partie de l'excédent migratoire est déjà annulée par le déficit naturel. La situation est inverse dans l'unité urbaine de Bordeaux, le ralentissement de l'excédent migratoire, lui-même consécutif à l'érosion de l'emploi productif, est atténué par un solde naturel positif ; compensation dont ne bénéficie pas la ZE de Pau, confrontée aux mêmes effets de réduction de la base productive (cf. graphique 11).

Graphique 10 - Scénario 2 Démographie : Taux de croissance annuel moyen 2011/2025 par ZE



Source : P. DELFAUD; CEBATRAMA

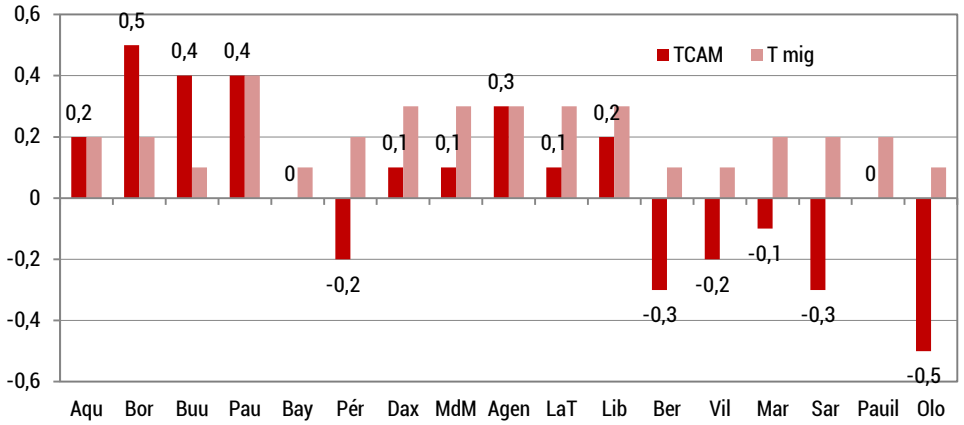
Scénario 3 : Ré-aiguillage (« Blocage du résidentiel – Retour au productif »)

Ce scénario part d'un ralentissement, voire d'un véritable blocage de l'économie résidentielle, faisant suite à l'insolvabilité croissante des systèmes de retraites et à la diminution des recettes touristiques, elles-mêmes consécutives à la baisse des niveaux de vie en Europe.

Le retour - obligé - vers le productif, est une voie encouragée pour des investisseurs qui ne sont désormais plus pénalisés par les « effets d'éviction » antérieurement provoqués par la montée du résidentiel, tant au travers de la hausse des prix du foncier que d'un encadrement tatillon des productions agricoles et manufacturières. Globalement, l'Aquitaine est une des régions où cette véritable « reconversion » est la plus sensible, le solde migratoire se réduisant en taux annuel de 1 à 0,2% par rapport à la situation actuelle, ce qui reste aussi le TCAM global de la population, le solde naturel étant toujours ramené à 0.

Par ZE, ce sont les zones résidentielles touristiques qui sont les plus affectées, enregistrant par la combinaison d'excédents migratoires réduits et de soldes naturels négatifs, une quasi-stagnation démographique sur le littoral et des pertes de population dans l'intérieur rural. En revanche, les territoires à vocation plus productive (telles les ZE de Bordeaux, Pau, Agen, Libourne) résistent mieux, ce qui assure encore une légère croissance démographique pour l'ensemble de la région, avec presque 120 000 habitants de plus en quinze ans pour approcher le total de 3 350 000 habitants.

Graphique 11 - Scénario 3 Démographie : Taux de croissance annuel moyen 2011/2025 par ZE

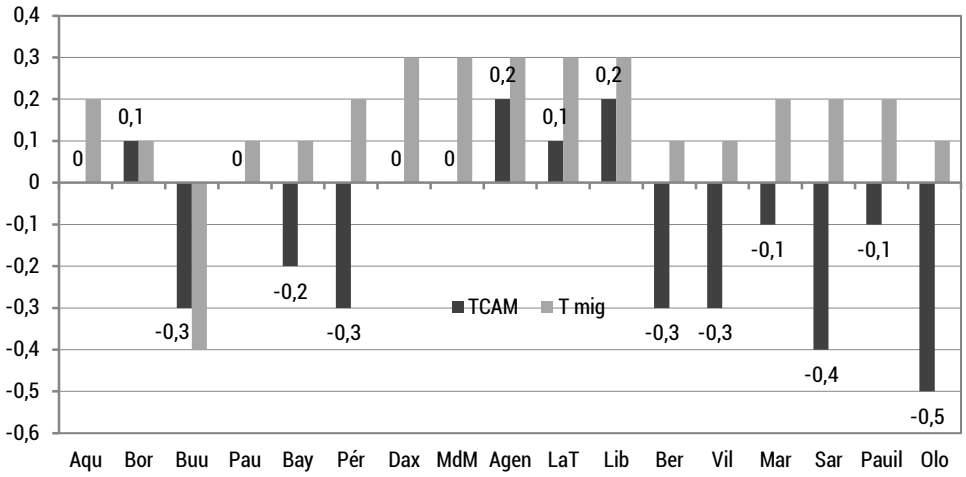


Source : P. DELFAUD; CEBATRAMA

Scénario 4 : Coup de frein (« Crise généralisée »)

C'est le noircissement de la situation précédente. Face au blocage de l'économie résidentielle, le regain de la sphère productive ne se concrétise pas et, au contraire, cette dernière s'enfonce à son tour dans un processus cumulatif de dépression. Globalement, l'Aquitaine est moins touchée que d'autres régions françaises, conservant des soldes migratoires encore positifs dans toutes les ZE, y compris celle de Bordeaux, en dépit du fort départ de jeunes dans son unité urbaine (cf. graphique 13).
Par territoires, ce sont les soldes naturels (partout en détérioration) qui font la différence, conduisant à des pertes démographiques dans 8 ZE sur 15, tout justes compensées par les 7 autres, ce qui conduit au maintien de la population à son niveau de 2011, soit un peu plus de 3 250 000 habitants.

Graphique 12 - Scénario 4 Démographie : Taux de croissance annuel moyen 2011/2025 par ZE



Source : P. DELFAUD; CEBATRAMA

→ Tableaux de synthèse

Les tableaux suivants, donnent un chiffrage –récapitulatif des résultats obtenus, par territoires (l'Aquitaine, les 15 ZE et l'unité urbaine de Bordeaux), et par scénarios. Les chiffres absolus n'ont, bien entendu, qu'un caractère « indicatif ».

Tableau 1 - Récapitulatif TCAM par scénario (% de croissance annuelle moyenne)
Source : P. Delfaud ; CEBATRAMA

		1999 - 2011	S1 2011 - 2025	S2 2011 -2025	S3 2011 - 2025	S4 2011 - 2025
	Aquitaine	1	1.1	0.6	0.2	0
	UU Bordeaux	0.8	1.2	0.5	0.4	-0.3
Zones d'emploi	Bordeaux	1	1.1	0.8	0.5	0.1
	Pau	0.7	0.7	0.2	0.4	0
	Bayonne	1.1	1.2	0.8	0	-0.2
	Périgueux	0.5	0.6	0	-0.2	-0.3
	Dax	1.6	1.7	0.7	0.1	0
	Mont-de-Marsan	0.8	1	0.5	0.1	0
	Agen	0.9	1.2	0.6	0.3	0.2
	La Teste	1.9	1.6	0.8	0.1	0.1
	Libourne	0.9	1.1	0.5	0.2	0.2
	Bergerac	0.6	0.6	0	-0.3	-0.3
	Villeneuve	0.4	0.5	0.1	-0.2	-0.3
	Marmande	0.7	0.8	0.1	-0.1	-0.1
	Sarlat	0.7	0.7	0.1	-0.3	-0.4
	Pauillac	1.2	1.6	0.4	0	-0.1
	Oloron	0	0.1	-0.2	-0.5	-0.5

Tableau 2 - Récapitulatif population par scénario (en millier d'habitants)
Source : P. Delfaud ; CEBATRAMA

		2011	S1 2011 - 2025	S2 2011 - 2025	S3 2011 - 2025	S4 2011 - 2025
	Aquitaine	3 254	3 796	3 551	3 349	3 257
	UU Bordeaux	851	1005	913	900	815
Zones d'emploi	Bordeaux	1217	1 418	1 361	1 305	1 234
	Pau	340	375	350	360	340
	Bayonne	317	375	354	317	308
	Périgueux	240	261	240	233	230
	Dax	171	217	189	173	171
	Mont-de-Marsan	160	184	172	162	160
	Agen	150	172	163	156	155
	La Teste	141	176	158	142	141
	Libourne	113	132	121	116	115
	Bergerac	110	120	110	105	104
	Villeneuve	97	104	98	94	93
	Marmande	87	97	88	86	85
	Sarlat	53	58	54	51	50
	Pauillac	49	61	52	49	48
	Oloron	42	43	41	40	39

CEBATRAMA

La CEBATRAMA (Cellule Economique du Bâtiment, des Travaux Publics et des Matériaux de construction d'Aquitaine) est une association de type loi 1901, créée en 1973 sous l'impulsion des pouvoirs publics et des professionnels de la construction.

C'est un lieu de concertation, d'observation et d'études sur des thématiques spécifiques (perspectives d'activité, emploi-formation, construction & développement durable, déchets, recyclage, matériaux, etc.) permettant d'approfondir la connaissance du secteur de la construction et de faciliter l'aide à la décision.

La CEBATRAMA est par ailleurs membre du réseau des Cellules Economiques Régionales de la Construction (CERC).

LES ADHERENTS

Maison du BTP Quartier du lac 33081 BORDEAUX cedex
05 47 47 62 43 | mail : contact@cebatrama.org I www.cebatrama.org
GIE Réseau des CERC : www.cerc-actu.com

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art.L122-4) et constitue une contre façon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art.122-5 les copies ou reproduction sont strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à la quelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articlesL122-10àL122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.